

**23 avril 1997, Montréal**

**Allocution à l'occasion du dîner offert au Président du Brésil, H. Cardoso**

Monsieur le Président et Madame,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame et Messieurs les Ambassadeurs,

Monsieur le Consul général,

Messieurs les Maires de Montréal et de Québec,

Distingués invités,

C'est pour nous un grand plaisir de vous accueillir dans la métropole du Québec, Montréal. Je sais, Monsieur le Président, que vous êtes un habitué de Montréal car vous occupiez encore récemment d'importantes fonctions à l'exécutif de l'Association internationale des sociologues dont le siège était à deux pas d'ici, à l'Université du Québec à Montréal. Vous connaissez le Québec depuis plus de vingt ans, vous y avez séjourné à maintes occasions. Plusieurs de vos nombreux amis se sont d'ailleurs joints à nous, ce soir, pour vous accueillir. Au sein de l'exécutif de l'Association des sociologues, vous avez occupé le poste de vice-président aux Finances avant d'en devenir ensuite le président. C'était là, me semble-t-il, un signe prémonitoire du parcours que vous avez emprunté dans votre carrière politique puisque c'est aussi en votre qualité de ministre des Finances que vous avez fait connaître vos talents à l'échelle de votre pays, ouvrant ainsi la voie qui vous a mené à la présidence.

Nous avons été nombreux au Québec, Monsieur le Président, à surveiller l'évolution de l'immense pays que vous avez la tâche de diriger depuis janvier 1995. Nous savons comment, ministre des Finances, vous avez mis en place le plan Réal qui a permis de juguler l'inflation qui affligeait le Brésil. Au moment où vous assumiez les charges de la magistrature suprême, vous avez aussi déclaré prioritaires les secteurs de la santé et de l'éducation. Ces initiatives vous ont valu d'être décrit récemment comme un « démocrate réformiste » par Jacques Julliard du « Nouvel Observateur ». Cette qualification vous va comme un gant.

Derrière le réformiste, il y a d'abord l'impressionnante formation d'un sociologue du développement des peuples. J'imagine, du reste, la contribution qu'a pu apporter à vos réflexions la sociologue et anthropologue qui vous accompagne dans votre cheminement politique. Je pense bien sûr à votre épouse, madame Correa Leite Cardoso, que je veux ici saluer. Nous savons aussi, Monsieur le Président, avec quel dynamisme vous vous êtes attelé à la construction d'un espace économique commun pour les quatre pays que l'on désigne maintenant sous le vocable de « Cône Sud du continent ». La création du Mercosur a déjà permis d'accroître la valeur des échanges de biens et de services avec vos voisins immédiats. Demain, ce seront la Bolivie et le Chili qui vous rejoindront au sein d'un ensemble économique de plus en plus large. Nous sommes donc, ce soir, Brésiliens et Québécois, entre libre-échangistes. Qu'il me soit permis de rappeler que, sans le vote massif de la population québécoise en faveur du seul parti politique canadien qui prônait la signature

d'une entente de libre-échange avec les États-Unis, le libre-échange nord-américain n'aurait pas vu le jour, il y a neuf ans. Les Canadiens en seraient encore à se reprocher d'avoir laissé passer une opportunité qui s'est révélée extrêmement profitable aux uns et aux autres. Les Québécois en général et les souverainistes en particulier ont mené ce combat pour l'ouverture des frontières. Le Québec a manifesté la même ouverture d'esprit lorsqu'il s'est agi d'étendre l'entente au Mexique, pour créer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Nous savons que vous avez entamé cette semaine avec le gouvernement canadien des discussions pour libéraliser les échanges entre le Mercosur et le Canada. Vous ne serez pas surpris de m'entendre ce soir affirmer l'appui de mon gouvernement à cette nouvelle initiative.

Comme vous, nous avons l'espoir que ces nouvelles discussions soient un nouveau jalon vers la réalisation du projet de Miami de 1994 visant la création d'ici l'an 2005 d'une grande zone de libre-échange qui ira de la Terre de Baffin jusqu'à la Terre de Feu. Voilà un projet ambitieux que les gouvernements des pays de l'hémisphère occidental s'emploient à mettre en œuvre.

Ces chantiers que nous ouvrons pour la libéralisation de nos échanges commerciaux entre les Amériques doivent s'accompagner d'une réflexion politique nouvelle entre nos législateurs respectifs. C'est pourquoi le Président de l'Assemblée nationale du Québec a convié à Québec, en septembre prochain, les représentants de plus de 302 assemblées délibérantes de l'hémisphère occidental. À Brasilia, tant la Chambre des Députés que le Sénat nous ont fait part de leur intention d'y participer. Nous sommes d'ailleurs honorés qu'un de vos prédécesseurs à la présidence, le Sénateur Sarnay, en soit un des prestigieux co-présidents. Les représentants des États du Minas Gerais et de l'État de Santa Catharina ont confirmé leur présence. D'autres États suivront dans les jours qui viennent. Cette première conférence des Parlementaires des Amériques nous tient à cœur, Monsieur le Président, car il n'est pas suffisant d'ouvrir nos frontières aux seules marchandises.

Il faut les ouvrir aussi aux idées, à la culture, à la coopération politique. Les lusophones, les francophones, comme les hispanophones partagent un même but : oui à la mondialisation des échanges, non à l'uniformisation des cultures. Il faut trouver, ensemble, les moyens de faire triompher de concert la prospérité économique et la diversité culturelle. L'enjeu est de taille et les volontés me semblent manifestes. Reste alors le temps, « cet admirable sculpteur » selon le mot de Marguerite Yourcenar, à faire son œuvre! Monsieur le Président, je peux vous dire ce soir que le Québec est un allié sûr dans les projets communs que nous évoquons ce soir. Cela est vrai aujourd'hui, ce le sera encore plus lorsque le Québec, comme nous en sommes convaincus, deviendra souverain et disposera par conséquent de plus de moyens pour faire avancer des causes aussi importantes.

La marche du peuple québécois vers l'acquisition de sa souveraineté participe donc d'une volonté d'être plus présents au monde, de participer pleinement à la conversation des peuples. De même, l'esprit démocratique qui préside à notre démarche façonne, aujourd'hui, le pays libre et tolérant que nous voulons habiter demain. Ainsi, les Québécois auront à décider, eux-mêmes, lors de la prochaine élection législative québécoise, s'ils désirent tenir un nouveau référendum sur leur avenir politique. Mon parti le leur proposera. Si les électeurs nous choisissent, il y aura donc un nouveau référendum sur le sujet. La décision appartiendra bien sûr aux Québécoises et aux Québécois. À ce souci démocratique

dans la démarche, les Québécois répondent par des niveaux de participation exceptionnels à ces consultations. Je soupçonne que même Montesquieu, dont vous êtes un intime, Monsieur le président, aurait été frappé de constater le niveau de participation enregistré lors du référendum de 1995, lorsque 94 % des électeurs inscrits se sont présentés aux urnes. Le Québec est la patrie d'un peuple à l'esprit démocratique et pluraliste, moderne, dynamique, et ouvert sur le monde. Il est nord-américain par sa situation géographique et son mode de vie, français par sa langue et sa culture, doté d'un régime parlementaire d'inspiration britannique.

Seul État francophone en Amérique du Nord, le Québec possède donc une culture originale issue à la fois de ses origines principalement latines et de l'influence nord-américaine, ce qui permet à ses artistes et à ses créateurs de puiser à de multiples sources d'inspiration. Il est naturel pour lui de vouloir se rapprocher du vaste monde latino-américain dont le Brésil est le géant. Le Québec se situe au seizième rang des pays du monde par la taille de son économie. Son produit intérieur brut est d'environ 175 000 000 000 \$. Le Québec exporte plus de 40 % de sa production de biens et services et votre pays, le Brésil se situe au premier rang de nos partenaires commerciaux en Amérique latine avec des échanges d'une valeur totale de plus de 725 000 000 \$ pour la seule année 1995. Compte tenu des affinités culturelles qui lient nos populations, le Québec accorde une très grande importance aux relations qu'il entretient avec le Brésil. En septembre de l'an dernier, mon collègue, le vice-premier ministre, Monsieur Bernard Landry, a conduit à Sao Paulo, Rio de Janeiro, Bello Horizonte et Brasilia la plus importante mission économique jamais effectuée par les gens d'affaires québécois dans la région. Il en est résulté, entre autres, la signature d'un important accord entre la Companhia de Electricidad de Minas Gerais (CEMIG) et Hydro-Québec, de même qu'une entente de coopération entre l'État du Minas Gerais et le Québec. En retour, il y a quelques semaines, nous avons le plaisir de recevoir le gouverneur du Minas Gerais, Monsieur Eduardo Azevedo, qui était accompagné d'un groupe important de gens d'affaires de son État.

Déjà, des négociations s'amorcent avec les autorités de l'État de Rio et de l'État de Bahia pour conclure de semblables accords de coopération. Alors même que les relations entre les organismes publics québécois et ceux de l'Amérique du Sud et des Antilles sont relativement récentes, une vingtaine d'ententes et d'accords de coopération de tous ordres, particulièrement au niveau universitaire nous lient déjà. C'est le signe d'un grand potentiel pour l'avenir. Nous avons l'intention d'accélérer le mouvement en mettant l'accent sur la coopération économique, scientifique et technologique, sans négliger les échanges culturels. Monsieur le Président, Madame, vous n'avez ici que des amis qui, j'en suis certain, se joignent à moi pour vous souhaiter un excellent séjour et vous inviter à venir de nouveau nous visiter. Je vous remercie de votre bienveillante attention et, pour conclure, je lève mon verre à l'amitié entre nos deux peuples.

Mes meilleurs vœux de succès vous accompagnent dans l'exercice de vos immenses responsabilités, Monsieur le Président... Y muito obrigado. Je lève mon verre à l'amitié entre nos deux peuples.